elles seront immédiatement soumises à l'approbation des deux Gouvernements, sous réserve toutefois que ceux-ci puissent, par avance, accepter d'un commun accord d'être liés par une recommandation de la Commission sur toute question particulière.

4. Les réunions de la Commission se tiendront au Canada ou en Union Soviétique à la demande de l'un ou l'autre des deux Gouvernements. Les dates et l'ordre du jour de chaque réunion seront fixés d'un commun accord par les autorités compétentes de chacun des Gouvernements, en tenant compte de la nécessité de régler les questions urgentes dans les plus brefs délais. Les séances seront présidées par un des membres de la Commission du pays dans lequel la réunion est convoquée.
5. La Commission établira son règlement intérieur et pourra le modifier au besoin.
6. (a) Les deux Gouvernements conviendront des dispositions relatives à l'affectation d'un représentant soviétique des pêcheries à Halifax (Nouvelle-Écosse) où il travaillera en collaboration avec un responsable désigné des pêcheries du Gouvernement du Canada pour faciliter davantage l'exécution des attributions exposées au paragraphe 1 des présentes, et en particulier:
 - (i) assurer un échange périodique et opportun de données statistiques et d'autres renseignements sur les opérations de pêche effectuées dans l'Atlantique nord-ouest au large de la côte canadienne, comparer ces données aux évaluations des prises établies par espèces, par sous-zones et par zones statistiques, et fournir périodiquement des données sur le nombre de navires soviétiques opérant dans les sous-zones sus-mentionnées;
 - (ii) convoquer, selon les besoins, des réunions entre des fonctionnaires compétents du Service canadien des pêches et de la mer et les chefs d'expédition de la flotte de pêche soviétique pour discuter de problèmes de pêche d'intérêt commun;
 - (iii) faciliter la coopération entre les inspecteurs des pêcheries des deux pays nommés en conformité du Programme de contrôle international («Scheme of Joint International Enforcement») de l'ICNAF;
 - (iv) s'acquitter de toutes autres fonctions relatives aux questions de pêche dont pourraient convenir les deux Gouvernements.
- (b) Un adjoint pourra être nommé pour seconder le représentant soviétique des pêcheries à Halifax.
7. Les dispositions du présent accord peuvent être révisées en tout temps par les deux Gouvernements à la demande de l'un ou l'autre des deux Gouvernements moyennant un préavis de trois mois à cet effet.

Si les propositions qui précèdent agrément à votre Gouvernement, j'ai l'honneur de proposer que la présente Note, dans ses versions anglaise et française, et la réponse de Votre Excellence en russe à cet effet, constituent un accord entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de l'Union des Républiques socialistes soviétiques. Cet accord entrera en vigueur à la date de votre réponse à cette Note.